

La constitution

constitutionnelle a eu lieu au mois de septembre, un des éléments importants qu'il ne faudrait pas oublier c'est que le premier ministre du Canada n'avait pas pour mandat de donner à chaque premier ministre des provinces l'héritage canadien. Personne n'a le mandat de donner à chaque région du Canada ce qui revient de droit et de fait à chaque citoyen du Canada.

Tantôt quand je demandais dans quel esprit cette réforme, cette action de déblocage avait été amorcée, j'ai bien dit qu'elle l'avait été vis-à-vis un engagement moral. Et au moment où le parti progressiste conservateur formait le gouvernement, il avait pris lui aussi cet engagement moral d'arriver à effectuer des changements. Et lors de sa conférence de presse, le chef de l'opposition, il y a déjà deux semaines, avait dit qu'il était d'accord sur les principes que sous-tendait la proposition gouvernementale, mais que c'était sur les moyens qu'il n'était pas d'accord. Mais est-ce qu'on doit faire une bataille de moyens, une bataille de structures ou ne doit-on pas plutôt trouver la formule qui va rejoindre directement les citoyens? A qui s'adresse véritablement ce déblocage constitutionnel? Chacun semble vouloir descendre sa propre structure, chacun parle au nom de l'organisme qu'il représente, mais il y a une chose que tout le monde doit comprendre à la Chambre, c'est que nous représentons l'ensemble des citoyens contenus à l'intérieur de chacun de ces organismes-là. Et chacune des structures est soutenue par la même population qui nous a élus. Cela est fondamental. Et on l'oublie souvent.

Pour aller encore plus loin, la proposition gouvernementale rejoint les générations à venir, alors que pour bien des cas, ce débat sert simplement à promouvoir des intérêts d'élections à court terme. Et la génération que je représente commence véritablement à s'impatisser et n'est pas intéressée à se faire voler sa jeunesse pour discuter encore pendant 53 ans de constitution. Cela est très important.

Nous avons été trop longtemps sacrifiés au Québec et ailleurs au Canada sur les autels d'un faux nationalisme, toujours pour nous faire vibrer, mais dans une dimension réduite. Et ce que ce projet commande à l'ensemble des Canadiens c'est ce que le philosophe Bergson appelait le supplément d'âme. Voilà ce dont on a de besoin. On a l'impression, à la Chambre, pour ne pas dire personnellement une certaine conviction, qu'il y a des gens qui ont intérêt à parler plutôt qu'à faire avancer les débats.

La population qui m'a élu, la population de Manicouagan, c'est une population qui est fière, une population de travailleurs. Ils m'ont élu pour défendre l'économie, pour obtenir pour leurs enfants du travail, et non pas pour ergoter pendant encore 50 ans sur des sujets qui sont largement dépassés. Et là-dessus je pense que l'évolution du Canada a besoin de ce coup de barre qui va permettre de nous projeter beaucoup plus loin dans l'avenir. Cette discussion qui dure depuis déjà bien des années représente un boulet pour l'évolution canadienne.

Encore en 1980, nous prenons des semaines pour débattre une question que les députés qui siégeaient durant les années 1950 auraient dû régler. Cela a été pour le pays un véritable cadeau empoisonné, qui ronge les fibres mêmes de nos citoyens, au point qu'actuellement on a l'impression que le repli serait la meilleure formule. Et le pari que nous voulons relever comme équipe gouvernementale, c'est de pouvoir ouvrir

les vues canadiennes, permettre aux Canadiens d'être partout chez eux.

Évidemment, c'est un défi de taille, parce qu'il y en a, je pense, que le découragement a convaincu que la mission pouvait être impossible.

Or, la preuve est maintenant faite que les Canadiens veulent vivre ce défi, et au Québec plus particulièrement. Le premier ministre du Canada, indépendamment de ce que certains peuvent penser au niveau de la personnalité, a été élu à cinq reprises au Québec et cet homme est élu à chaque reprise avec une majorité accrue. Donc, si on veut parler de la province de Québec, inutile de dire que la confiance est totale et que lorsqu'on parle de traître, il faudrait s'adresser à une autre personne qu'au premier ministre actuel.

Seulement pour signaler la pensée permanente du premier ministre actuel concernant la Constitution, il s'agit de prendre le volume écrit par lui-même en 1976, *Le Fédéralisme et la société canadienne-française*, où il est écrit à la page 52, en hypothèse on pouvait penser à une révision constitutionnelle, ce qui suit, et je cite:

Rien de plus facile que de proposer des réformes constitutionnelles, et je pourrais bien, pour mémoire, aligner plusieurs points sur lesquels une nouvelle constitution devra un jour apporter des améliorations. Par exemple:

1. Une déclaration des libertés fondamentales pourrait faire partie de la Constitution, de façon à limiter en ce domaine les pouvoirs de toute autorité légale au Canada. En plus de protéger les droits politiques traditionnels et certains droits sociaux, une telle déclaration mettrait les langues française et anglaise sur un pied d'égalité absolue devant la loi.

On trouve pratiquement le mot à mot, tout au moins l'esprit de ce texte à l'intérieur du projet de résolution.

Les libertés ainsi protégées, on pourrait sans risque réduire la prépondérance de l'État central en certains domaines (par exemple, en abolissant les droits de réserve et de désaveu) en même temps qu'on débarrasserait la constitution d'une certaine phraséologie impériale.

Et on continue comme cela . . .

Lorsqu'on parle de traîtrise, lorsqu'on parle de changement, lorsqu'on parle d'un homme qui ne sait pas où il va, je pense qu'il est très facile de faire la preuve du contraire en retraçant les écrits de ce dernier, afin de voir jusqu'à quel point c'est vrai. Si un homme politique s'est tenu debout durant les dernières années, c'est bien le chef du parti libéral actuel. Je pense que c'est ça que la population veut avoir, quelqu'un qui a une direction, quelqu'un qui a une orientation et quelqu'un qui a une vision de l'avenir de ce pays. C'est important aussi de le souligner, parce qu'au Québec, souvent le mot traître à la nation, le mot trahison revient régulièrement. Et ces mêmes propos ont été tenus tout au long du référendum. Je pense qu'il est inutile de le signaler à nouveau, les francophones du Québec, comme l'ensemble des Québécois, ont voté pour le «non» ou pour leur appartenance au Canada. Cela est fondamental.

Et la révision, le rapatriement de la Constitution, avec tous les éléments contenus dans le document, confirmerait la suprématie du citoyen sur la structure que représente l'État. Je ne vois pas en quoi les provinces peuvent s'offusquer du contenu alors qu'il s'agit simplement de conférer davantage de droits à ces mêmes citoyens, mais bien sûr, sans arriver à passer par la structure provinciale, alors que ces gens qui sont les premiers ministres auraient aimé qu'on y passe. Et si on n'a pas pu passer par la structure provinciale, c'est parce que ceux-ci n'étaient pas assez généreux sur les plans de la vision et de la générosité pour bien vouloir permettre à leurs citoyens d'avoir